

Quel Iran demain ?

De la République islamique à une société post-islamique, l'Iran est-il sur la voie de l'ouverture ?

Javad Tabatabai DE L'ISLAM EN IRAN

[IEA de Paris, 2010-2011]

Javad Tabatabai a été professeur et vice-doyen de la Faculté de droit et de sciences politiques de l'université de Téhéran. Après avoir mené des études de théologie, de droit et de philosophie, il a obtenu un doctorat d'État en philosophie politique à l'université de Paris I - Panthéon-Sorbonne. Il a été *fellow* au Wissenschaftskolleg zu Berlin ainsi que *visiting scholar* au Moynihan Institute of Global Affairs de l'université de Syracuse. Il a publié une dizaine de livres consacrés à l'histoire des idées politiques en Europe et en Iran.



Javad Tabatabai, 2011. © Chloé

Bien que l'Iran ait fondé la première république islamique, on ne peut lui attribuer la paternité de la radicalisation de l'Islam. Théorisé avant la Révolution islamique et importé en Iran à la fin de des années 1960, l'Islam radical, qui est fondamentalement sunnite, n'a guère attiré l'attention des milieux islamistes de l'Iran de l'époque, le chiïsme s'accommodant mal d'une grille de lecture essentiellement salafiste. En plus d'une incompatibilité théologique, la lecture salafiste ne pouvait mobiliser la société civile, désireuse de se moderniser. En effet, depuis l'adoption de la première constitution en 1906, la société iranienne s'était considérablement distancée des communautés traditionnelles, des Salafs en particulier.

Plus la société civile moderne s'affirmait, plus l'Islam était perçu comme relevant de la sphère privée et perdait de son influence. Au cours des années 1960, et après plus d'un demi-siècle de gouvernement séculier, l'Iran s'est engagé dans la voie d'une modernisation qui allait le faire sortir de l'orbite de l'Islam. Les réformes du Shah (réforme agraire, émancipation des femmes, etc.) ainsi que de nouvelles mesures pour l'éducation nationale et l'enseignement supérieur, remettaient en cause la domination du clergé. Au moment où l'Iran allait basculer définitivement dans une société sécularisée, la réaction d'une partie du clergé ne s'est pas fait attendre. La première révolte de 1963 menée par l'ayatollah Khomeini, dont le centre névralgique vacillait entre la ville sainte de Qom et le bazar de Téhéran, a été étouffée. L'idéologisation de l'Islam, amalgame d'Islam chiite, d'idéologie tiers-mondiste et d'idéologie de nébuleuse maoïste-guérilleros, a pris le relais de l'Islam conservatiste du « clergé-bazar ».

Si le conservatisme du clergé-bazar était voué à l'échec, « l'idéologie islamiste », ancêtre de l'islamisme conservateur-révolutionnaire de la république islamique, avait de beaux jours devant elle dans la mesure où, à cause de son ambiguïté fondamentale entre Islam et idéologie progressiste des années 1960 provenant des sociétés occidentales, elle réunissait aussi bien fidèles musulmans conservateurs que guerilleros révolutionnaires.

.....

Les deux mandats d'Ahmadinejad ont mis fin à toutes les illusions sur lesquelles la république islamique avait été fondée : corruption généralisée sans précédent, incompetence des dirigeants et du gouvernement.

.....

vite pris conscience du fait que ni l'Islam conservateur ni l'idéologie révolutionnaire ne pouvaient lui convenir. Mais étant donné qu'un nouveau pouvoir était installé de fraîche date, et de surcroît par une révolution à laquelle a succédé une guerre qui allait durer huit ans, il ne restait aux Iraniens que la désillusion et une nouvelle prise de conscience.

L'amorce de cette nouvelle prise de conscience remonte à la fin de la guerre Iran/Irak, suivie par la mort en 1989 du fondateur de la république islamique, Rouhollah Khomeini. Les revendications de la société civile, mises en sourdine depuis la révolution, ont émergé à nouveau et amené au pouvoir un président réformateur, Hachemi Rafsandjani qui, en retour, par ses réformes, a libéré une partie des forces vives de la nation. Même si les réformes n'avaient pas pour but de sortir de l'Islam, elles n'en ébranlaient pas moins les fondements des principales institutions de la république islamique. Mohammad Khatami, élu le 2 août 1997, a été le premier président porté au pouvoir par la société civile, mais ses affrontements directs avec les conservateurs l'ont mis en échec, amenant au pouvoir le 3 août 2005 un président qui allait prendre en otage aussi bien les conservateurs que la société civile : Mahmoud Ahmadinejad. Le bilan

Cet amalgame a servi de point de ralliement à tous les révolutionnaires. Sans cette idéologie, à la fois moderne et conservatrice, il ne pouvait y avoir de révolution. Une fois le pouvoir en place renversé, l'unanimité devait vite disparaître, chacune des parties pensant pouvoir profiter de cette révolution pour son propre compte. En pratique, cette unanimité ne pouvait qu'éclater et donner lieu à des pluralités d'aspirations et d'intérêts.

La faiblesse de la révolution est venue paradoxalement de sa force ; l'échec de la république islamique est également dû à l'ambiguïté de son idéologie. La société civile iranienne a très

de ses huit années de pouvoir a été un véritable désastre pour le pays, mais a entraîné une accélération dans le processus de la prise de conscience de la majeure partie de la population.

Les élections de 2009 ont été l'apogée d'un processus qui, au cours des deux dernières décennies, avait conduit la société civile à s'émanciper de l'État islamique conservateur-révolutionnaire. **Pendant ces deux décennies, des nouveaux acteurs sociétaux, plus particulièrement les jeunes et les femmes, sont apparus sur la scène politique iranienne, avec deux caractéristiques principales : le refus des idéologies sociales et de la voie révolutionnaire, l'aspiration à une société ouverte et aux libertés individuelles, la préférence pour les réformes.** Le caractère semi-totalitaire de l'État islamique et l'illusion islamiste de la classe dirigeante ont empêché les détenteurs du pouvoir d'analyser de manière réaliste l'évolution de la société iranienne. La réponse à la protestation de 2009 contre la manipulation des résultats, connue sous l'appellation du Mouvement vert, a été la répression et la promotion du gouvernement d'un petit apparatchik de l'aile radicale du régime islamique, sans pour autant entièrement vaincre ses opposants.

Les deux mandats d'Ahmadinejad ont mis fin à toutes les illusions sur lesquelles la république islamique avait été fondée : corruption généralisée sans précédent, incompetence des dirigeants et du gouvernement. Aucune illusion ne pouvait résister au constat d'un tel désastre, et les élections présidentielles de 2013 ont été l'occasion pour la société civile, et plus particulièrement pour la jeunesse et les femmes, de montrer à quel point elles évoluaient hors de la république islamique et de son idéologie.

En examinant les vingt dernières années de l'Iran, on peut se demander si la révolution islamique n'était qu'une parenthèse dans la vie politique iranienne, même si elle est encore loin d'être fermée. Sans s'aventurer dans un pronostic quelconque, on peut affirmer que le divorce entre l'idéologie islamiste-révolutionnaire et l'Iranien moyen est désormais prononcé et que **l'Iran est en train de devenir enfin un « pays » dont la société civile est partiellement coupée des organes de direction.** Tout porte donc à croire qu'au moment où la tentation islamiste grandit presque partout en terre d'Islam, l'Iran sort, tant bien que mal, de la république islamique.

.....

Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de Javad Tabatabai, des contenus et références complémentaires sur fellows.rfea.fr

FRANÇOIS NICOULLAUD L'ENTRETIEN

[Membre du Conseil d'administration du RFIEA]

Quels commentaires vous suggèrent la contribution de Javad Tabatabai ?

Je suis tout à fait d'accord avec sa description des efforts continus de la société iranienne pour se dégager peu à peu de l'emprise d'un régime religieux. Bien entendu, les différents segments de la société évoluent à différentes vitesses. Les classes moyennes de Téhéran sont à la pointe du mouvement, les choses vont plus lentement ailleurs. Mais dans un délai assez proche, l'Iran devrait produire la première société postislamique du monde arabo-musulman.

Comment retracer une telle évolution sur plus de 35 années ?

Javad Tabatabai rappelle la force incroyable de la vague populaire qui a emporté le régime du Shah à la fin des années 1970. L'unanimité de l'époque couvrait, bien entendu, un flou certain sur la façon dont tout ceci finirait par se traduire dans la réalité. Mais les observateurs étrangers ne pouvaient qu'être extraordinairement impressionnés, même s'ils avaient du mal à définir l'objet politique non identifié qu'était cette « révolution religieuse » en train de se déployer sous leurs yeux.

François Nicoullaud, diplomate de carrière (1964-2005), a été directeur de cabinet du ministre de la défense, directeur général de la coopération et du développement, ambassadeur en Hongrie (1993-1997) et en Iran (2001-2005). Il est aujourd'hui analyste de politique internationale spécialisé sur l'Iran et son environnement, ainsi que sur les questions de prolifération nucléaire et de désarmement. Il a notamment publié *Le Turban et la Rose, journal inattendu d'un ambassadeur en Iran*, Ramsay, 2006. Il est membre du Conseil d'administration du RFIEA depuis 2012.

Il est intéressant de revisiter les réactions des intellectuels français à cette époque. On y retrouve un clivage familier entre une sensibilité de type identitaire, défensif, et une sensibilité inclusive, travaillant à la compréhension de l'autre. Les tenants de la première ligne ont refusé toute légitimité à cette révolution iranienne, vue comme une rechute dans l'obscurantisme. Les seconds, inspirés par Michel Foucault, parti sur place comme journaliste, ont au contraire salué la rupture avec un régime qui, sous couvert de modernisation, associait despotisme et corruption. Même si beaucoup de naïvetés émaillent les articles de Foucault, il a eu des intuitions justes, par exemple quand il décrit cette révolution comme « le rejet par toute une culture et tout un peuple d'une modernisation qui est en elle-même un archaïsme ».

Et après le retour de Khomeyni, la victoire des Religieux ?

L'on tombe de haut... l'Iran s'engage alors dans un cycle révolutionnaire classique : après l'unanimité contre le tyran, les factions victorieuses s'affrontent de plus en plus violemment, la révolution commence à dévorer ses propres enfants, les Religieux l'emportent sur les Progressistes. Il y a aussi le zèle prosélyte, les défis lancés aux oppresseurs de la région et du monde, puis la levée en masse contre l'envahisseur, en l'occurrence Saddam Hussein. L'apaisement vient à l'issue d'une guerre épuisante de huit ans, le régime s'installe alors dans la durée et se bureaucratise.

Précisément, comment ce régime dont on a si souvent prédit, et même encouragé, la chute depuis l'extérieur, a-t-il pu durer ?

Malgré ses tares, malgré ses crimes, les Iraniens reconnaissent un mérite à la Révolution islamique : celui d'avoir marqué l'accession du pays à la véritable indépendance, après un siècle et demi d'humiliations infligées par la Russie et l'Angleterre, puis par les États-Unis. Ils ont, par exemple, vécu les pressions extérieures pour les faire renoncer à leur programme nucléaire comme un avatar des vieilles politiques coloniales tendant à maintenir l'Iran dans un état d'éternelle arriération. D'où, sur un tel point, leur soutien assez massif au régime.

Et puis, sur beaucoup de sujets, la République islamique a poursuivi l'œuvre du Shah, de la même façon que la Révolution française, selon l'analyse célèbre de Tocqueville, a continué l'œuvre de construction de l'État entreprise sous



François Nicoullaud, 2016, DR

l'Ancien régime. Elle a fortement investi dans l'instruction publique et l'enseignement universitaire, maillé le territoire d'infrastructures, apporté l'électricité jusqu'aux plus petits villages, et même mené jusque récemment une politique volontariste de contrôle des naissances. Le programme nucléaire actuel est la simple mise en œuvre du projet dessiné dans les années 1970 par le Shah.

Et les droits de l'Homme ?

C'est un des aspects les plus noirs de la République islamique. Ce pays qui se considère comme le plus avancé du monde arabo-islamique exécute un millier de personnes par an. Il emprisonne, juge, condamne sans les garanties minimales d'un état de droit. Il mène une politique de contrôle et de répression des faiseurs d'opinion – intellectuels, artistes, journalistes – au nom de la protection de la Révolution. Il faut dire que le pouvoir judiciaire est le bastion des religieux les plus conservateurs, et qu'il échappe entièrement au contrôle du gouvernement. Ceci étant, il y a une lente évolution des mentalités. Les gens commencent ainsi à se poser des questions sur la pertinence d'une politique d'exécution systématique des trafiquants de drogues, alors qu'elle n'a en rien fait baisser une consommation massive, qui ronge la jeunesse du pays.

37 ans après la chute du Shah, traçons un bilan...

Comme révolution, la République islamique a échoué dans son ambition de fonder, dans l'esprit de Montesquieu, sa légitimité sur la vertu. Elle est retombée dans la corruption que les révolutionnaires dénonçaient du temps du Shah. Elle a également échoué à répandre sa vision de l'Islam au-delà de quelques groupes chiites, notamment le Hezbollah libanais, à la création duquel elle a largement contribué. Mais comme État, la République islamique, après bien des soubresauts, se rapproche de la normalité. C'est un système lourd d'arbitraires, mais pas totalitaire. L'Islam, par son respect de la vie privée, le retient de s'emparer des individus corps et âmes. Et la vigueur des luttes de factions en son sein le protège de la sclérose. Les élections sont très encadrées, mais elles offrent des bouffées de vie démocratique. Leurs résultats réservent régulièrement des surprises, c'est un bon signe. Sur le plan extérieur, la population iranienne ne veut plus payer en isolement et en sanctions l'intransigeance du régime. Même si les éléments les plus conservateurs résistent, une ouverture progressive est inéluctable.

4 instituts d'études avancées en réseau
IMÉRA, IEA d'Aix-Marseille
Le Collegium, IEA de Lyon
IEA de Nantes
IEA de Paris

Direction éditoriale:
Olivier Bouin
François Nicoulaud



Fondation RFIEA
Contactez-nous!
Julien Ténédos
Marion Colas
marion.colas@rfiea.fr
01 49 54 22 63

rfiea.fr
190, avenue de France
75013 Paris

Pour aller plus loin

Retrouvez l'entretien de François Nicoulaud, des contenus et références complémentaires sur fellows.rfiea.fr

Suivez l'actualité de François Nicoulaud
<http://nicoulaud.blogspot.fr>

JOURNÉE D'ÉTUDE

Comment penser la violence comme acte social au-delà des grandes constructions théoriques ou des micro-dynamiques de l'interaction et comment mettre en œuvre une telle conception dans la recherche en sciences sociales consacrée à la violence ?
Eddie Hartmann, résident à l'IEA de Paris, réunit plusieurs chercheurs internationaux au cours d'une journée d'études consacrée à ces questions.

Bringing social action back into violence research, le 27 avril 2016 de 9h30 à 18h à l'IEA de Paris, Hôtel de Lauzun, 17 quai d'Anjou, 75004 Paris
informations@paris-iea.fr

NOMINATION

Hervé Joly, sociologue, a été nommé directeur du Collegium de Lyon, succédant ainsi au linguiste Alain Peyraube qui dirigeait l'institut depuis 2010. Directeur de recherche au CNRS au laboratoire Triangle (Action, discours, pensée politique et économique) de l'École normale supérieure de Lyon, il a été directeur adjoint du Centre interdisciplinaire d'études et de recherche sur l'Allemagne de 2003 à 2014. Ses recherches portent sur l'histoire économique et sociale des entrepreneurs et managers au xx^e siècle en France et en Allemagne ainsi que sur la sociologie des élites économiques. Il prendra ses fonctions au Collegium de Lyon en mai 2016.



PUBLICATION

« Les armes, le sang, les larmes. Mais comment, après le recueillement, tenter de penser l'événement ?
Notre monde est en proie à une terreur postmoderne, qui mêle individualisme radical et

fondamentalisme global. La "radicalisation" est devenue l'une de nos plus brûlantes questions. »
Article de **Mark Lilla**, résident 2014-2015 à l'IEA de Paris, « La fin des illusions d'une France sans frontières », in Nicolas Truong (ed.) *Résister à la terreur*, Éditions de l'Aube - Le Monde des Idées, 2016.